



# La CFDT (1968-1995)

De l'autogestion au  
syndicalisme de proposition

*Nicolas Defaud*



SciencesPo.  
Les Presses

# La CFDT (1968-1995)

# La CFDT (1968-1995)

De l'autogestion  
au syndicalisme de proposition

*Nicolas Dežaud*

Catalogage Électre-Bibliographie (avec le concours de la Bibliothèque de Sciences Po)  
*La CFDT (1968-1995). De l'autogestion au syndicalisme de proposition* / Nicolas  
Defaud. – Paris : Presses de Sciences Po, 2009.  
ISBN 978-2-7246-1137-3

RAMEAU :

- Confédération française démocratique du travail
- Syndicalisme : France : 1970-2000

DEWEY :

- 331.81 : Syndicats

Public concerné : public motivé

Photographie de couverture :

© Jacques Cuinères / Roger-Viollet

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

© 2009, PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Cet ouvrage est tiré d'une thèse pour le doctorat de science politique sous la direction du professeur Dominique Damamme, soutenue le 8 décembre 2006 à l'Université Paris-Dauphine avec les félicitations du jury à l'unanimité et proposée pour les prix de thèse.

# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	9
Liste des sigles	11
<b>INTRODUCTION</b>	13
Points de vue sur un changement	13
Pertinence et limites des modèles explicatifs disponibles	15
Une conversion sans convertis	20
<b>Chapitre 1 / LA CONSTRUCTION D'UNE DOUBLE IDENTITÉ</b>	23
Les étapes du processus	24
Rupture de l'alliance avec les gauchistes	43
Deux récits en miroir	48
<b>Chapitre 2 / L'ÉCHEC DU « PARTI SYNDICAL »</b>	65
Vers les partis : des réticences morales récurrentes	66
À la recherche de la structure politique idéale	82
« Recentrage » sur la fonction syndicale	106
<b>Chapitre 3 / LA FIN DE L'OUVRIÉRISME CFDT</b>	143
Les spécificités de l'ouvriérisme CFDT	144
La double clôture de l'appareil confédéral (1970-1995)	150
Âges confédéraux et trajectoires individuelles	178
<b>Chapitre 4 / SYNDICALISTES ET INTELLECTUELS</b>	193
Production théorique et réceptions critiques	197
Michel Foucault et le moment Solidarnosc de la CFDT	242
Sociabilités dirigeantes	258
<b>Chapitre 5 / LE « SYNDICALISME DE PROPOSITION » À L'ÉPREUVE</b>	281
Avant l'épreuve : une « crise de management »	282
Contre la politisation conjoncturelle de l'espace social	294

<b>CONCLUSION GÉNÉRALE</b>	317
<b>BIBLIOGRAPHIE</b>	327
<b>INDEX</b>	357
<b>TABLE DES DOCUMENTS</b>	363

## *Remerciements*

---

**M**es remerciements vont à mon directeur de thèse, Dominique Damamme, qui a accompagné mes recherches dans tous leurs méandres jusqu'à leur aboutissement, et à Brigitte Gaiti, pour ses conseils et son investissement.

Je remercie également Emmanuelle Defaud pour sa patience et tous les relecteurs de mon travail pour leurs critiques constructives : Vincent Guiader en premier lieu, Sébastien Mosbah, Christian Martinez, Éric Agrikoliansky, Frank Georgi, Gisèle Sapiro, Dominique Andolfatto, Pierre Muller, Janine Mossuz-Lavau et Marie-Geneviève Vandesande.



## Liste des sigles

---

BN :	Bureau national
Braec :	Bureau de recherche, d'analyse et d'études confédérales (CFDT)
CE :	Commission exécutive
CIC :	Centre d'initiative communiste
CFTC :	Confédération française des travailleurs chrétiens
Ceres :	Centre d'études et de recherches socialistes
CFDT :	Confédération française démocratique du travail
CGT :	Confédération générale du travail
CIR :	Convention des institutions républicaines
CLAS :	Comité de liaison pour l'autogestion socialiste
CNJA :	Confédération nationale des jeunes agriculteurs
DPN :	Direction politique nationale
FEN :	Fédération de l'Éducation nationale
FO :	Force ouvrière
GAM :	Groupes d'action municipale
GROP :	Groupe de recherche ouvrier-paysan
Hacuitex :	Fédération habillement-cuir-textile
JEC :	Jeunesses étudiantes chrétiennes
JOC :	Jeunesses ouvrières chrétiennes
JAC :	Jeunesses agricoles chrétiennes
LO :	Lutte ouvrière
MAS :	Mouvement pour l'autogestion socialiste
MLP :	Mouvement de libération populaire
MLO :	Mouvement de libération ouvrière
OCI :	Organisation communiste internationale
ORTF :	Office de la radio et de la télévision française
OS :	Objectif socialiste
PACA :	Provence-Alpes-Côte d'Azur
PCF :	Parti communiste français
PS :	Parti socialiste

PSU :	Parti socialiste unifié
SFIO :	Section française de l'Internationale ouvrière
SGEN :	Syndicat général de l'Éducation nationale
SNES :	Syndicat national de l'Enseignement supérieur
UDSR :	Union démocratique et socialiste de la Résistance
UD :	Union départementale
UR :	Union régionale
UFP :	Union des forces populaires
UNEF :	Union nationale des étudiants de France

## Points de vue sur un changement

En 1964, la Confédération française des travailleurs chrétiens fait son « évolution » et donne naissance à la Confédération française démocratique du travail. Cette nouvelle centrale syndicale, désormais laïque, bâtit alors progressivement son identité sur la construction d'une théorie du « socialisme démocratique », puis du « socialisme autogestionnaire » après Mai 68. Ces synthèses souples l'avaient longtemps placé en position de concurrent crédible de la CGT dans le monde syndical, sur le terrain du mouvement ouvrier et d'un syndicalisme « démocratique » de « transformation sociale ». Au fil des années 1970 et 1980, la CFDT reste en pointe sur le plan des luttes culturelles, « anti-totalitaires » et féministes – avec Jeannette Laot, puis Nicole Notat comme symboles –, mais connaît une inflexion nette de son discours politique et économique : il faut sortir de la « surpolitisation » (1978), la revendication salariale doit être mesurée pour des raisons économiques d'intérêt général (1982), la grève doit être rare (1985), le chef d'entreprise remplit une fonction stratégique légitime (1986), le socialisme ne fait plus partie du projet syndical (1988), le marché est le cadre réformable mais indépassable du syndicalisme (1992). De façon graduelle, la CFDT semble s'interroger de plus en plus sur les contraintes économiques et examine si la revendication est bien fondée en entrant dans le débat des priorités face aux éventuels déséquilibres macro-économiques. Ainsi Edmond Maire peut affirmer : « ce n'était pas un virage de la CFDT. C'est le monde qui change. Le patronat a changé. L'autogestion, on ne l'a pas rejetée, mais au sens d'élection de la direction, on l'a abandonnée. <sup>1</sup> »

1. Edmond Maire, cité par Manuel Domergue, « Qu'avez-vous fait de l'autogestion ? Démocratiser l'entreprise : sur les traces d'une utopie », 4<sup>e</sup> débat interactif de l'Adels, Auto gestion : que reste-t-il de nos amours, Adels, décembre 2004.

En 1988, lors de son 41<sup>e</sup> congrès confédéral à Strasbourg, la CFDT décide ainsi de cesser de se revendiquer du socialisme et la référence à l'autogestion devient très marginale dans les positions de principe. À la même époque, un ancien dirigeant de la CFDT, Gilbert Declercq, s'opposait violemment en ces termes à cette « adaptation » du syndicat :

« Que de petits maîtres ont prétendu nous donner la leçon pour, disaient-ils, adapter le syndicalisme aux temps modernes. [...] J'avoue mon inquiétude quand j'ai le sentiment que parfois sous le vocable "adaptation" soit on met en cause les orientations fondamentales, soit on traduit cela en un vocable moderniste curieux qui n'est qu'une langue de bois <sup>2</sup>. »

Il exprimait ainsi le point de vue de nombreux anciens militants et dirigeants désarçonnés par les changements advenus au sein de la centrale sur une vingtaine d'années. Le désaccord conduit cette année-là à de nombreux retraits militants et joue un rôle certain dans la création des syndicats SUD (Solidaires unitaires démocratiques). En amenant les travailleurs à autolimiter leurs revendications, la CFDT aurait en effet, selon la vieille garde, abandonné la critique et l'affrontement avec le capitalisme. En affirmant que le syndicalisme n'est ni de droite de gauche, le secrétaire général Edmond Maire ouvre la voie à un régime de négociations accrues avec le patronat, mais aussi avec un éventuel gouvernement de droite. Comme dans un cas d'école, les instances dirigeantes, par la voix de Nicole Notat, apportent fin 1995 un « soutien critique » au plan Juppé, malgré les mobilisations amples qu'il déclenche dans la société française. Elles consacrent ainsi l'avènement, par opposition au syndicalisme contestataire, du « syndicalisme de proposition ».

Toute conversion d'ampleur à des pratiques et à un vocabulaire politique nouveau entraîne à sa suite l'émergence de commentaires croisés de justification ou de dénonciation. Ces discours contribuent non seulement à en fixer les interprétations possibles, mais aussi les questions mêmes qu'il est pertinent de poser à son propos. Peu d'organisations illustrent ce phénomène comme la centrale syndicale CFDT, qui passe du socialisme autogestionnaire au réformisme apolitique en moins

2. Gilbert Declercq, projet de préface à la thèse de Pierre Cours-Salies, mars 1988, Archives personnelles d'Edmond Maire (APEM) 15 P 33, Archives confédérales (AC) CFDT.

d'une génération. Comment et pourquoi s'est réellement effectuée cette conversion, au sein d'une organisation syndicale qui rend compte à plusieurs centaines de milliers d'adhérents ? La question a en général été subordonnée à d'autres considérations plus globales, notamment sur le devenir du syndicalisme ou sur la légitimité des mouvements en période de crise économique, et n'a jamais été véritablement traitée en tant que telle. Si les causes lointaines en ont parfois été soulignées, si des responsabilités ont été imputées – le plus souvent à Edmond Maire et aux « petits maîtres » qui l'auraient influencé –, le processus lui-même et sa nature n'ont pas véritablement été pris pour objet. Sur un plan scientifique, ce manque tient beaucoup au fait que les parenthèses qui encadrent l'époque de la conversion (1968-1995) semblent parler d'elles-mêmes. Parmi les explications disponibles, plusieurs modèles ou modes d'appréhension possibles paraissent épuiser d'avance toute analyse particulière : celui de la « crise » et de la désyndicalisation, celui du « tournant néolibéral » et celui du reclassement des révolutionnaires de Mai.

---

## Pertinence et limites des modèles explicatifs disponibles

### Les effets de la crise et de la désyndicalisation

Pour l'historien Frank Georgi, l'histoire des interprétations cédétistes de la crise est un facteur d'explication déterminant du changement qui affecte la ligne de la CFDT<sup>3</sup>. Dans cette perspective, « le “recentage” n'est pas d'abord le produit des désillusions politiques de 1977 ou de 1984. Il est, plus profondément, un enfant de la crise<sup>4</sup> ». Au cœur même du contexte de crise, la désyndicalisation semble être le fait sociologique majeur des années 1980 dans le champ syndical. De façon spectaculaire, le taux de syndicalisation en France passe en effet de 22,3 % en 1970 à 9,8 % en 1990. Au sein de la littérature abondante sur l'histoire récente et la sociologie du syndicalisme depuis la fin des années 1970, l'interrogation la plus récurrente est donc celle du déclin ou de la crise du syndicalisme<sup>5</sup>. Il s'agit de l'angle d'approche sans

3. Frank Georgi, « *Le monde change, changeons notre syndicalisme* ». *La crise vue par la CFDT (1973-1988)*, Vingtième Siècle, 84, 2004/4.

4. Ibid.

5. Voir par exemple *le travail basé sur un travail de terrain de plusieurs années du sociologue Pierre-Éric Tixier*, Mutation ou déclin du syndicalisme ? Le cas de la CFDT, PUF, coll. « Sociologies », 1992 ; voir aussi

aucun doute le plus intéressant socialement mais aussi celui qui semble parfois mieux répondre aux demandes administratives et aux besoins syndicaux d'ajustement stratégique au terrain qu'à l'agenda scientifique<sup>6</sup>. La conjoncture aurait forcé les syndicats à changer de ligne de conduite, à tourner le dos au projet de syndicalisme de masse pour devenir plutôt des agences sociales et institutionnelles. Sur le long terme, la trame serait, plus fondamentalement encore, celle de l'inadéquation essentielle du mouvement syndical à la société et à l'individualisme moderne, explication forte du changement par-delà ses incarnations ponctuelles<sup>7</sup>.

Mais d'emblée, le caractère explicatif de la variable apparemment incontournable qu'est le taux d'adhésion paraît insuffisant quand on prend en compte les autres confédérations syndicales : dans un univers syndical touché dans son ensemble par la crise et la désyndicalisation, seule la CFDT se dépolitise avec cette ampleur, FO et la CGT connaissant de ce point de vue une évolution différente<sup>8</sup>. Il est vrai que la crise économique et les temporalités politiques jouent bien sûr, mais sans l'épuiser, un rôle majeur dans l'explication de la désyndicalisation. Pour la confédération, la succession de trois générations militantes – les « missionnaires », les « politiques » et les « gestionnaires qualifiés »<sup>9</sup> – semble bien constituer la toile de fond du changement. Mais la deuxième génération militante de la CFDT, celle des années 1970, avait justement adhéré pour des raisons et dans un contexte avant tout politiques. De plus, la « resyndicalisation » relativement réussie de la CFDT dans les années 1990 peut surtout être mise au crédit

*Dominique Labbé et Stéphane Courtois, Regards sur la crise du syndicalisme, Paris, L'Harmattan, 2001 ; Pierre Rosanvallon, La Question syndicale. Histoire et avenir d'une forme sociale, Calmann-Lévy, coll. « Liberté de l'Esprit », 1988 ; Hubert Landié et Daniel Labbé, Les organisations syndicales en France. Des origines aux difficultés actuelles, Paris, éd. Liaisons, 1998.*

6. Voir, sur la nécessité de dépasser le paradigme de la « crise » du syndicalisme, Dominique Andolfatto et Dominique Labbé, « La transformation des syndicats français : vers un nouveau "modèle social" ? », *Revue française de science politique*, 56 (2), 2006.

7. C'est la thèse de Pierre Rosanvallon dans *La Question syndicale*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

8. Pour Dominique Labbé, même dans les années 1990, la confédération CGT « liquide avec difficulté l'héritage communiste » (« Chronique de la CGT (1993-1999) », dans *Communisme*, 57-58, 1999, p. 45-87).

9. Jean-Charles Basson, *Le Tarissement du militantisme. Socialisation politique et sociologie syndicale*, thèse, Grenoble, Institut d'études politiques, 1996. Voir aussi Antoine Bevort et Dominique Labbé, « Les trois générations de la CFDT », *CFDT Aujourd'hui*, 97, juillet 1990, p. 47-57.

du choix d'une stratégie très volontariste. Il s'agit d'aller chercher sur le terrain des entreprises, et dans le désert syndical des PME en particulier, de nouveaux adhérents avec l'utilisation de « développeurs » syndicaux et de méthodes proches du marketing. Même si la formation syndicale reste présente à la CFDT, la relation d'adhésion n'est pas la même que celle des années 1970, qui était sans doute plus souvent militante, porteuse de socialisation – voire de promotion individuelle –, moins « oblique » et moins utilitaire. L'observation fine de l'histoire des pratiques et des discours des permanents syndicaux montre aussi que la désyndicalisation massive des salariés n'est souvent invoquée qu'*a posteriori* pour justifier le « recentrage » de la CFDT, qui s'amorce dès 1977-1978, après la rupture de l'union de la gauche et dans une période de stagnation des adhésions.

### Le tournant néolibéral

Certains auteurs ont évoqué la conversion néolibérale sous-jacente aux *aggiornamentos* successifs, via la production des saint-simoniens notamment. Ils accentuent ainsi la vision stratégique du changement sur laquelle se placent d'emblée les dirigeants de la CFDT. La thèse de la conversion à l'idéologie néolibérale s'affronte à des versions plus ou moins adoucies par la direction cédétiste. Elles aussi, en se plaçant sur le plan de la justification, avancent des raisons au changement : « le monde change, changeons notre syndicalisme <sup>10</sup> ». Ces deux points de vue participent d'une stylisation préalable de la controverse sur le seul plan d'une bataille d'hommes et d'idées. C'est notamment le propos central d'un petit livre militant : *La CFDT au péril du libéral-syndicalisme* <sup>11</sup>. C'est bien pour les auteurs au niveau idéologique que l'essentiel se joue, dans la substitution d'une grille de lecture libérale du monde social à celles traditionnelles du mouvement syndical. Cette approche s'inscrit d'ailleurs dans certains précédents historiographiques, notamment la thèse de Pierre Cours-Salies, centrée sur la cohabitation et la succession au sein de la centrale de doctrines concurrentes depuis le mouvement *Reconstruction* <sup>12</sup>.

10. « Rapport d'activité pour le 39<sup>e</sup> congrès confédéral CFDT (Metz, 25-29 mai 1982) », *Syndicalisme hebdo, numéro spécial, décembre 1981*, p. 59.

11. Jean-Claude Aparicio, Michel Pernet et Daniel Torquéo, *La CFDT au péril du libéral-syndicalisme*, Paris, Éditions Syllepse, 1999.

12. Pierre Cours-Salies, *La CFDT, un passé porteur d'avenir. Pratiques syndicales et débats stratégiques depuis 1946*, Montreuil, La Brèche, 1988.

La portée sociale et la place du phénomène idéologique ont cependant été exagérées par rapport à certaines données historiques. Il faut ainsi rappeler les effets les plus directs du chômage et des changements de la structure économique et sociale sur la mobilisation des groupes, de l'alternance politique en tant que telle ou de la désyndicalisation, évolutions qui jouent sur le champ syndical et les rapports de force et de sens qui le structurent. Ces éléments ne sont pas ignorés mais souvent renvoyés au plan d'un contexte, scène plus ou moins inerte sur laquelle se dérouleraient les véritables luttes, celles qui relèvent de la doctrine. L'accent porté sur la nature idéologique du phénomène a aussi souvent occulté les effets des changements de pratiques et d'outils dans l'élaboration même des politiques publiques. Au final, en raison des allers-retours entre usages scientifiques et usages militants du schème de la conversion néolibérale, celui-ci acquiert parfois les traits d'une routine. Par une montée en généralité mal contrôlée, il contribue alors à brouiller le sens de la causalité en plaçant implicitement la légitimation théorique ou intellectuelle des changements en amont de ceux-ci. Cela ne signifie pas qu'il faille retomber à l'inverse dans un déterminisme économique immédiat, ni renoncer à décrire les substitutions de paradigme dans les cas pertinents – comme dans les univers de la haute fonction publique, de la banque et des institutions financières, ou le champ des économistes. Mais ces remarques imposent un travail empirique étayant fermement les transpositions de ce schème explicatif à d'autres terrains. Dans l'espace syndical, noter la socialisation commune des élites dirigeantes de la CFDT et des intellectuels saint-simoniens ou la place de la sociologie d'Alain Touraine ne suffit sans doute ni à identifier, ni à caractériser un changement de paradigme économique.

La conversion des autogestionnaires peut aussi s'analyser dans une perspective historique différente.

### Le reclassement des révolutionnaires

Un troisième type de modèle explicatif nous semble en effet encadrer puissamment les appréhensions possibles du problème. Peut-on dire que l'adoption du réformisme syndical par les anciens autogestionnaires se situe dans la continuité de la « forclusion de la violence politique » révolutionnaire, pour reprendre les termes d'Isabelle Sommier<sup>13</sup> ? Dans

13. *Isabelle Sommier*, La Forclusion de la violence politique. Ouvriers / intellectuels en France et en Italie depuis 1968, thèse, Université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, 1993, p. 12.



une perspective globale, la propension à la violence se jouerait dans le cadre d'une culture ouvrière fondée sur un ethos de la virilité et influencée par une idéologie révolutionnaire<sup>14</sup>. La modération de la violence se serait dès lors essentiellement effectuée suivant un dispositif d'auto-contrôle, celui-ci s'imposant et se renforçant sous la pression de contraintes extérieures qui rendent toujours plus impératifs le maintien des corps et la maîtrise des émotions<sup>15</sup>. Après Mai 68, selon un processus avant tout endogène, le recours à la violence à des fins politiques est ainsi progressivement disqualifié et devient presque impensable, en même temps que le projet révolutionnaire.

Luc Boltanski<sup>16</sup> et Ève Chiapello proposent plus spécifiquement ce qu'on pourrait appeler une théorie du transfert de l'autogestion au néo-management. Dans la littérature de management des années 1980 et 1990, il est en effet courant de lire des remises en question des formes dominantes de contrôle hiérarchique et la demande d'une marge de liberté plus grande. Or, « il n'est pas difficile de reconnaître là un écho des dénonciations antihiérarchiques et des aspirations à l'autonomie qui se sont exprimées avec force à la fin des années 1960 et dans les années 1970. Cette filiation est d'ailleurs revendiquée par certains des consultants qui, dans les années 1980, ont contribué à la mise en place des dispositifs du néo-management et qui, venus du gauchisme et surtout du mouvement autogestionnaire, soulignent la continuité entre leurs engagements de jeunesse et les activités qu'ils ont menées dans les entreprises, après le tournant politique de 1983, en vue de rendre les conditions de travail plus attrayantes, d'améliorer la productivité, de développer la qualité et d'augmenter les profits<sup>17</sup> ». Mais ces approches de la conversion par le reclassement des individus particuliers négligent bien souvent de s'intéresser au renouvellement militant et aux trajectoires des dirigeants. Il s'agit souvent d'un problème d'accès aux données, mais aussi de l'absence d'un projet qui tâcherait, comme l'a fait Bernard Pudal pour le PCF, de référer les positions dans l'appareil dirigeant aux propriétés sociales et scolaires<sup>18</sup> des individus.

14. Ted Robert Gurr, *Why Men Rebel*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 1970, p. 319-320.

15. Isabelle Sommier, *La Forclusion de la violence politique...*, op. cit., p. 24.

16. Pour lequel Edmond Maire a d'ailleurs constitué la « plus grande déception politique » de sa vie (entretien avec Luc Boltanski, dans *Raisons politiques*, 3, 2000).

17. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, coll. « NRF », 1999, p. 150.

18. Bernard Pudal, *Prendre parti. Sociologie historique du PCF*, Paris, Belin, 1989.

De façon générale, les modèles explicatifs que nous venons de passer en revue ont souvent une pertinence relative à certains groupes et à certaines classes de phénomènes. Ensembles, ils constituent indiscutablement des facteurs d'intelligence du contexte et des questions qu'il faut poser sur le changement. Mais ils ne suffisent pas cependant à épuiser l'explication du processus pour l'institution cédétiste, sa chronologie et les significations différentes imputables à chaque étape de la conversion. Celle-ci est en effet souvent unifiée ex post, notamment du fait de l'usage confédéral à partir du milieu des années 1980 d'un terme – l'« adaptation » – qui permet d'embrasser les transformations intervenues en un récit cohérent.

---

## Une conversion sans convertis

L'histoire des usages et de l'abandon du label autogestionnaire par des acteurs aux raisons, aux intérêts, aux statuts divers et dans des espaces sociaux hétérogènes s'affronte à de nombreux obstacles empiriques. Nous avons plutôt choisi le fil d'une institution centrale, la CFDT, et de certaines trajectoires particulières. Elles ont en effet contribué de façon cruciale à façonner l'expression syndicale et politique du « socialisme démocratique », puis « autogestionnaire » et enfin son renoncement pour un réformisme assumé. Comment expliquer le basculement sans recourir aux schèmes d'une conversion des esprits dirigeants sous l'influence des intellectuels ou d'une « adaptation » naturelle orchestrée par eux ? La conversion de la CFDT est en réalité un phénomène complexe et pluridimensionnel, caractérisé par un processus intriqué de dépolitisation et de déradicalisation des revendications. Il s'agit en effet d'une dépolitisation au sens d'une révision par étapes des frontières du syndicalisme sur une conception plus étroite, d'abord en le découplant du champ des partis politiques et ensuite des projets de transformation globale de la société. Le premier mouvement renvoie à une expérience partisane porteuse de déception dans les années 1970, le deuxième plus spécifiquement aux effets complexes de l'exercice du pouvoir par la gauche. Ce n'est pas tant l'effritement propre de la théorie autogestionnaire qui décrit ainsi le mieux le changement global de la CFDT que ces deux temps, qui aboutissent à une modération des objectifs et des mots d'ordre, la grève devenant par exemple un répertoire secondaire. Tout en sortant du mouvement ouvrier, la centrale devient en effet de plus en plus une agence sociale fortement intégrée dans les réseaux paritaires. La CFDT assure ainsi,

en alternance avec les représentants patronaux, la présidence syndicale de l'Unedic depuis 1993, succédant à FO qui en était à la tête depuis 1959, et celle de la CNAM depuis 1996. Or, l'État-providence français, depuis l'introduction du principe de la gestion paritaire, est fondé sur une relation ambiguë entre universalisme et enracinement professionnel<sup>19</sup>. Cette logique conduit notamment à une tension accrue entre solidarités professionnelles et solidarité sociale et pour la direction de la CFDT, la force d'attraction d'un discours de l'intérêt général en est renforcée dès les années 1980.

En sus des effets très importants de situation politique et syndicale – notamment du fait des alternances gouvernementales –, qui ne sont pas tout à fait similaires pour les grandes centrales françaises, nous proposons une hypothèse qui prend en compte la spécificité des propriétés sociales des militants et des permanents de la CFDT, et leur basculement au fil du temps entre 1970 et 1992. Un élément de la transformation a en effet été particulièrement méconnu, malgré la nature du monde syndical : celui de la dynamique interne des groupes sociaux, qui est partiellement déformée en raison des principes même de l'affiliation syndicale. En effet, on « grimpe » dans l'organisation par régions et par structure professionnelle – les « Pays-de-Loire », « Rhône-Alpes », « Hacuitex », la « Chimie » ou le SGEN –, plutôt que comme technicien, enseignant, cadre ou ouvrier et on compte la plupart du temps les individus de même, notamment dans les congrès – sauf pour les cadres. Dès lors, l'univers syndical est souvent vécu et pensé comme un lieu où s'expriment ces « structures », où s'affrontent des idéologies et des qualités individuelles, plutôt qu'un espace où les groupes transversaux jouent ouvertement. Or, il est possible d'établir un lien clair entre les défections populaires et ouvrières, et le renversement des rapports de force dans la lutte pour arrêter les revendications légitimes. Depuis bientôt une décennie, le principal syndicat de cadres en France n'est d'ailleurs plus la CFE-CGC, mais bien la CFDT.

Quant au moteur du changement en tant que tel, il résulte de l'articulation historique entre plusieurs plans : les structures d'opportunités politiques et institutionnelles et la conquête des postes de gestion paritaire, l'espace syndical et les positions relatives des syndicats, et enfin,

19. Selon la formule désormais classique, on « fait du Beveridge avec les moyens de Bismarck » (objectifs d'assistance / financement assurantiel). Sur ce point, voir Dominique Damamme et Bruno Jobert, « Les paritarismes contre la démocratie sociale », *Pouvoirs*, 94, 2000, p. 87-102.

les spécificités de l'organisation CFDT. C'est à travers les épreuves historiques traversées par les permanents et le noyau dirigeant, parmi lesquelles la socialisation partisane et intellectuelle joue un rôle particulier, que se nouent ces différentes dimensions.

Contre la problématique de l'« influence », on s'intéressera aussi au rôle des intellectuels dans le processus. Pour reprendre les termes d'un cédétiste, avant la conversion, la CFDT avait « une place à part sur l'échiquier syndical. Elle était différente de la tradition anarcho-syndicaliste où seuls comptaient les cahiers de revendications. Elle avait une ligne économique, un projet de société. Elle ne se contentait pas du style uniquement revendicatif et traditionnel de syndicat. Certains estimaient que la CFDT était, en quelque sorte, le “bureau d'études” de la classe ouvrière <sup>20</sup> ». C'est cette fonction particulière, qui a fait l'originalité de la centrale, qui se défait au fil de la conversion et on tâchera précisément d'en faire l'histoire. Il est ainsi possible, une fois posées les bases d'une sociologie historique de l'appareil, de réintroduire dans l'analyse le rôle des idées et de la théorie, et leur réception intellectuelle et militante. Les « intellectuels » de la CFDT – d'appareil ou de compagnonnage – participent en effet de la légitimation symbolique de la direction, de la rationalisation du changement dans un monde incertain et de la formalisation du sens, mais sans pour autant fondamentalement le construire. Les archives de la centrale livrent ici accès à tout un *work in progress* qui contraste avec la mémoire de FO ou celle de la CGT <sup>21</sup>, souvent moins accessible et/ou moins organisée. Or, c'est autour du travail d'écriture des textes qu'émerge bien souvent un espace de délibération et de révision des orientations de la centrale vers ce qui fut labellisé en 1992 sous l'appellation de « syndicalisme de proposition ».

20. Entretien de René Bonéty, ancien responsable CFDT, avec Annie Collovald, 20 mai 1987 (dans Sept entretiens avec des militants sur les relations entre Pierre Mendès France et le mouvement syndical, Paris, FNSP, Cevipof, 1987, p. 4-5).

21. Cf. Dominique Labbé, « Les travaux sur la CGT, 1945-1993 », art. cité.